

Editorial

Rien pour nous sans nous



Copenhague, décembre 2009...
Sous l'égide de l'ONU, les gouvernements des pays du monde vont tenter de trouver un accord sur le climat. Cet accord ne sera un succès que s'il donne au monde les moyens de contenir l'augmentation moyenne des températures sous la barre de 2°C. En deçà, le dérèglement du climat aura des conséquences irrémédiables…

Les conclusions alarmantes du rapport du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) de 2007 ont replacé les questions climatiques au centre des agendas politique sinon au centre des préoccupations de tout un chacun. La façon de vivre dans les nations industrialisées entraine une augmentation de l'effet de serre qui détraque le climat: typhons, ouragans, sécheresses se s'enchainent[1], le dernier venant nous faire oublier les précédents; et les victimes succèdent aux victimes,... La violence du déchainement des éléments et le rythme soutenu des catastrophes observées nous placent, tous, gouvernements, entreprises, citoyens, institutions, simple quidam, devant nos responsabilités.

En tant qu'association, membre de la société civile, ne devrions-nous pas réfléchir à notre impact sur le climat et réfléchir au moyen de limiter celui-ci en rationalisant par exemple nos moyens de communications, en évaluant les nécessités de déplacement, notamment à l'étranger en inventant de nouveaux rapports avec nos partenaires?

En tant que citoyens, nous devons interpeller nos gouvernants, nous pouvons faire pression pour qu'ils respectent les engagements pris au niveau international, mais également au niveau national. En Suisse, une initiative pour le climat déposée en 2008 exige une réduction minimale de 30% dans notre pays des émissions à effet de serre jusqu'en 2020. Où en est cette initiative? Avons-nous demandé des comptes?

En tant qu'individu, mes choix de vie, de consommation, de moyen de transport, etc ont un impact direct sur le climat. Infime peut-être, mais multiplié par le nombre d'habitants en Suisse, en Europe, aux Etats-Unis?... Qu'est-ce que je peux faire, moi, alors? Ou bien qu'est ce que je dois faire? Ou ne serait-ce pas plutôt qu'est-ce que je suis prêt à faire?

«Je crois que la raison, la prudence et la sagesse viendront de la société civile», a récemment déclaré Leonardo Boff[2]. «Cette dernière sera, aussi pour le climat, le principal sujet historique. Aucun changement réel ne vient d'en haut, il viendra d'en bas (...)». Il a raison: il faut se bouger, il faut nous bouger, car si nous ne bougeons pas, si nous ne nous faisons pas pression sur nos gouvernements, il y a peu de chance pour que ces derniers aient le courage nécessaire de prendre les décisions qui s'imposent.

B. Faidutti Lueber

1 A titre d'exemple, 4 typhons ont frappé les Philippines en un mois cet automne; les victimes se comptent par millions. Et au moment de mettre sous presse nous apprenons que l'ouragan Ida vient de semer la désolation au Nicaragua et au Salvador. Il s'agit de trois pays où nous sommes présents. Et impuissants.
2 «La Tierra no aguanta más», interview de Leonardo Boff par Sergio Ferrari, novembre 2009.

Sommaire

Peut-on croire à une nouvelle donne pour Haïti?

La combinaison sécurité nationale et développement des infrastructures routières, une nouvelle donne peut être pour Haïti. Une nouvelle donne peut être analysée dans l'optique d'une amélioration de la situation socio-politico-économique constatée ces derniers mois.



Photos: Alain Schwaar



Deux facteurs seraient à la base de ce léger changement. Il s'agit d'une part, de la sécurité intérieure qui s'est considérablement améliorée ces derniers mois avec, surtout, une présence policière régulière de jour et de nuit dans presque tous les coins de la capitale, Port-au-Prince. Mais, ce que l'on constate, c'est cette baisse d'insécurité, évoquée également par les responsables de la sécurité publique ainsi que par la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTAH) a, en quelque sorte, favorisé un retour massif en Haïti, pour les vacances, de la diaspora haïtienne vivant aux Etats-Unis, au Canada et en Europe. Situation qu'Haïti n'a pas connue depuis plusieurs années. Et là, nous pouvons être quasiment sûrs que l'arrivée de ces flots de vacanciers et touristes, probablement solvables a été bénéfique pour l'économie haïtienne. Nous pensons donc que les politiques de ce pays ont tiré des leçons par rapport à l'impact positif d'une telle baisse d'insécurité.

Il est important de rappeler au gouvernement haïtien qu'il doit insister pour que la paix et la sécurité règnent dans ce pays. En effet l'une de ses fonctions premières est d'assurer en permanence et avec efficacité la sécurité sur plan intérieur, de créer un climat politique stable, attrayant et favorable aux activités humaines et touristiques qui nous paraissent susceptibles d'être à la base d'une reprise de la croissance économique.

Nous devons toutefois signaler aux acteurs politiques et sociaux qu'à côté de cet apaisement sécuritaire, il existe des environnements à hauts risques comme les quartiers chauds de Port-au-Prince (où vivent les mal logés ou SDF). Dans ces lieux dits sensibles, les mouvements momentanés (émeutes, incivilité, occupation anarchiques des ravines) peuvent affecter collectivement des masses importantes d'individus, sachant que cette capitale compte aujourd'hui plus de 2 millions de personnes. Nous devons comprendre la "sécurité" comme une situation où les dangers ont été supprimés ou minimisés. Nous avons besoin que la sécurité repose sur un équilibre entre confiance et risques acceptables.

La paix des Haïtiens doit être basée sur la confiance, une confiance découlant de la fiabilité du système de gouvernance haïtien.

D'autre part, le développement des infrastructures routières s'est également accéléré dans certains départements du pays. Ceci permet aux communautés haïtiennes de se rapprocher de plus en plus, de partager et d'échanger des produits agricoles de différentes zones. On observe aussi une reprise timide des activités commerciales avec en particulier, la création de petites et moyennes entreprises (PME) à la capitale comme dans les villes de province, ainsi qu'à la campagne.

L'expérience et l'observation nous permettent d'avancer qu'une combinaison sécurité/infrastructure peut se révéler une stratégie porteuse d'espoir.

Parallèlement à ce léger changement issu des efforts du gouvernement haïtien soutenu, bien entendu, par la MINUSTAH et la société civile, nous devons souligner que la pauvreté et la misère persistent dans le pays, surtout dans les zones où cyclones et inondations ont ravagé les cultures, les infrastructures sanitaires et éducatives, et entraîner les pertes en vies humaines ainsi que la disparition des têtes de bétails. Il en découle un accès difficile à l'instruction, aux soins médicaux et à un régime alimentaire adéquat pour les enfants des familles les plus démunies. Les chercheurs nationaux pensent qu'il y a des moyens pour apaiser la situation de misère de cette catégorie sociale par des interventions réellement harmonieuses, cohérentes et coordonnées des autorités publiques et les organisations de la société civile qui, jusqu'à maintenant, œuvraient seule chacune de son côté.

Yonel Mathieu Fleurissaint, socio économiste
Haïti, septembre 2009

Bienvenue !

Une nouvelle collaboratrice chez EIRENE

«Ce que vous faites pour moi mais sans moi, vous le faites contre moi». La pensée de Gandhi a souvent raisonné dans ma tête tout au long de mon parcours universitaire et professionnel. Animée par la volonté d'être utile et convaincue que les droits de l'homme ne doivent pas seulement être inscrits dans des textes, mais être effectivement vécus, j'ai opté pour un parcours professionnel dans le domaine de la solidarité.


Photo: Eric Kolo

Après des études de droit et de science politique, je me suis ainsi spécialisée en droit de l'homme et en droit humanitaire ainsi que dans la gestion de projets de développement. Confortée dans mes convictions par une première expérience au Bénin, j'ai ensuite été volontaire pendant plus de deux ans en Bolivie, dans le plus jeune et plus grand bidonville latino-américain: la ville d'El Alto. Cette expérience personnelle, professionnelle et relationnelle a été d'une grande richesse émotionnelle et intellectuelle, même si nombre de questionnements et contradictions m'ont animée, notamment en lien avec la rencontre interculturelle dans le cadre du volontariat.

La thématique de la relation interculturelle est dès lors devenue un de mes axes de réflexion privilégiée à côté de mes recherches sur le développement participatif, la promotion de la paix et la gestion des conflits. Ainsi, lorsque j'ai connu EIRENE, j'ai été séduite par l'approche collaborative et la démarche d'appui à des dynamiques locales, loin des programmes paternalistes et ethnocentristes. Investie dans le milieu universitaire comme doctorante et enseignante, active dans plusieurs associations liées à la protection de l'enfance, je souhaitais travailler dans le domaine de la promotion de la paix, avec une association sérieuse où la notion d'engagement a encore tout son sens. Le poste de co-coordinatrice d'EIRENE m'a alors immédiatement intéressée.

Intégrer une équipe caractérisée par sa diversité, s'impliquer dans une association en pleine évolution et appuyer des initiatives locales de paix, principalement au Tchad et en Haïti, sont autant d'éléments pour lesquels j'ai envie de m'investir. La formation, l'accompagnement et le suivi des volontaires, seront parmi mes missions, à réaliser conjointement avec l'équipe d'EIRENE et plus particulièrement avec mon collègue Jérôme Strobel.

Je suis ravie de pouvoir partager cette même envie de construire dans le respect de la différence et dans le sens d'un monde plus juste et plus pacifique… où, pour reprendre les espoirs de Gandhi, nous faisons effectivement ensemble et pour tous.

Edith Kolo

Départs / Arrivée

Michael Freudiger psychothérapeute expert en gestion des crises et traumatismes, est parti le 3 octobre pour Butare au Rwanda. Il effectue une mission courte durée de 3 mois en tant formateur auprès de l'équipe de l'AMI. L'objectif de sa mission est de renforcer les compétences de l'AMI en psychothérapie pour personnes traumatisées et cas de crises. Il va collaborer directement avec Aline Battiaz, psychologue, volontaire longue durée, déjà sur place.

Mario Pasqualone 39 ans, sa femme Joëlle et leur petit garçon Léo se préparent à partir pour deux années au Cap Haïtien, au Nord d'Haïti. Mario, familier de la coopération internationale, expérimenté en gestion de projets en Suisse et en Amérique Latine, va rejoindre l'équipe de l'ONG PAIS. Le Programme d'Appui à l'Insertion Sociale (PAIS) est une structure locale créée en 2005, partenaire d'Eirene. Très active dans la formation citoyenne, PAIS développe ses activités avec les communautés bénéficiaires et les autorités locales, faisant de la participation un de ses principes de base. Elle a pour objet la responsabilisation des acteurs de la société civile et l'élaboration collective de projets de développement.

Alejandro Lopez Sole GVOM est en train de préparer la venue de Alejandro Lopez Sole, spécialiste en travail social en Uruguay où il coordonne le secteur social du Mouvement Tacuru www.tacuru.org.uy à Montevideo; il est également Directeur de la division des admissions et du suivi de l'Institut de l'Enfant et de l'Adolescent de l'Uruguay, www.inau.gub.uy/ . Alejandro a été l'homologue de Frédéric Moulin lors de la mission de ce dernier auprès de Tacuru. Il sera en Suisse du 24 janvier au 20 février prochains. Son programme comprend la rencontre de spécialistes de l'éducation à la jeunesse, la visite d'institutions publiques accueillant enfants et adolescents en situation de crise et/ou rencontrant des problèmes éducatifs et l'échange avec des responsables de l'éducation spécialisée de notre pays concernés par les réalités uruguayennes.
Si vous êtes intéressés à participer d'une manière ou d'une autre à cet échange (accueil, accompagnement, organisation de visite, etc.), veuillez contacter la coordination: 027 322 08 16.

La mission du/de la coopérant-e ne se limite pas au travail de terrain

Le-la coopérant-e est un-e acteur-trice important-e de la sensibilisation en Suisse. Lors d'un congé à retour de mission, on lui demande de s'impliquer de multiples manières: témoignages, conférences, interviews... C'est à ces différents exercices que s'est livrée Francisca Pfister, volontaire depuis 2007 auprès de l'organisation nicaraguayenne ODESAR, à la fin de l'été.

Lors du traditionnel week-end de septembre de GVOM, Francisca a présenté un exposé intitulé «Genero y machismo en Nicaragua». Il ne s'agissait en aucun cas de faire un procès à l'encontre des hommes mais plutôt d'examiner, à la lumière d'exemples tirés de la vie quotidienne au Nicaragua, comment la culture, la tradition et les conventions ont formaté des comportements masculins et féminins. Sur la base de ses observations, Francisca a donné quelques pistes de changement. L'analyse de Francisca a rencontré un grand intérêt auprès des participant au weekend qu'elle a renvoyé, par bien des aspects, à la complexité des relations de genres en Suisse.

Cette présentation a été reconduite quelques semaines plus tard à Tierra Incognita à Genève, une association culturelle latinoaméricaine www.tierra-incognita.ch/ avec qui GVOM collabore régulièrement. Francisca est également intervenue à Lausanne, dans le cadre des cours d'espagnol proposés par INECLA www.inecla.ch, un institut de formation qui met un point d'honneur à sensibiliser ses étudiants à la réalité latinoaméricaine.

Le 23 septembre, Francisca s'est rendue au Palais Fédéral, en compagnie de Rosemarie Fournier la coordinatrice de GVOM. Elles avaient rendez-vous avec Madame Ida Glanzmann, conseillère nationale et co-présidente du Groupe interparlementaire des femmes. Ce fut l'occasion de parler de GVOM, du travail de Francisca ainsi que de la situation des femmes au Nicaragua. Elles ont été très bien reçues et ont trouvé en Madame Glanzmann une interlocutrice intéressée et attentive.

Quelques jours plus tard, Francisca était accueillie par Peter Niggli le Secrétaire général de la Communauté de travail pour la politique de développement des oeuvres d'entraide - Alliance Sud www.alliancesud.ch/ - qui assure le secrétariat du groupe interparlementaire «Groupe Suisse - Solidarité internationale». Ce fut à nouveau l'occasion d'échanger sur son travail au sein de l'organisation partenaire, et sur le thème du lobbying en Suisse.

Francisca s'est fait interviewer à deux reprises par des medias suisses: par la Radio Lora de Zürich ainsi que par Swissinfo.

Rosemarie Fournier
Francisca Pfister



Francisca et Peter Niggli, Alliance Sud



Tierra Incognita





Mme Ida Glanzmann et Francisca Photo: R. Fournier

Entre pauvreté, cause du handicap et handicap, facteur de pauvreté, le serpent se mord la queue

Le 10 novembre dernier, Carole Buccella, physiothérapeute et volontaire au Salvador était invitée à Bâle par Medicus Mundi Suisse (MMS). MMS organisait son 8e «Symposium de la coopération suisse en matière de santé» sur le thème: "Maladies chroniques dans les pays en développement et les pays émergents: la santé mondiale face à de nouveaux défis".

Lors de cette journée, des représentants d'ONG d'aide au développement, d'administrations publiques, des milieux de la recherche ainsi que d'organisations internationales ont débattu de cette problématique, échangeant leurs expériences et tentant d'ébaucher des solutions. Carole a présenté la problématique du handicap au Salvador et l'expérience développée par Associacion de Lisiados de Guerra de el Salvador (ALGES) www.alges.org.sv, l'organisation qui l'emploie, en matière de soins et d'appui à la personne handicapée.

Si la pauvreté est l'une des principales causes du handicap dans le monde, le handicap crée et augmente la situation de pauvreté de l'individu et de sa famille. Selon les estimations de l'OMS, le pourcentage de personnes handicapées au Salvador devrait frôler les 13% de la population totale, soit environ 741'000 personnes. Or, dans un pays comme le Salvador, où la moitié de la population vit dans des conditions de pauvreté - dont 33% dans des conditions de pauvreté extrême - cette relation se traduit le plus souvent par des conditions de vie inhumaines pour la personne handicapée et sa famille. Les infrastructures et les ressources humaines de santé étant limitées et concentrées dans la capitale, on peut considérer qu'une grande partie de la population handicapée de ce pays est ignorée et ne reçoit pas les soins dont elle aurait besoin.

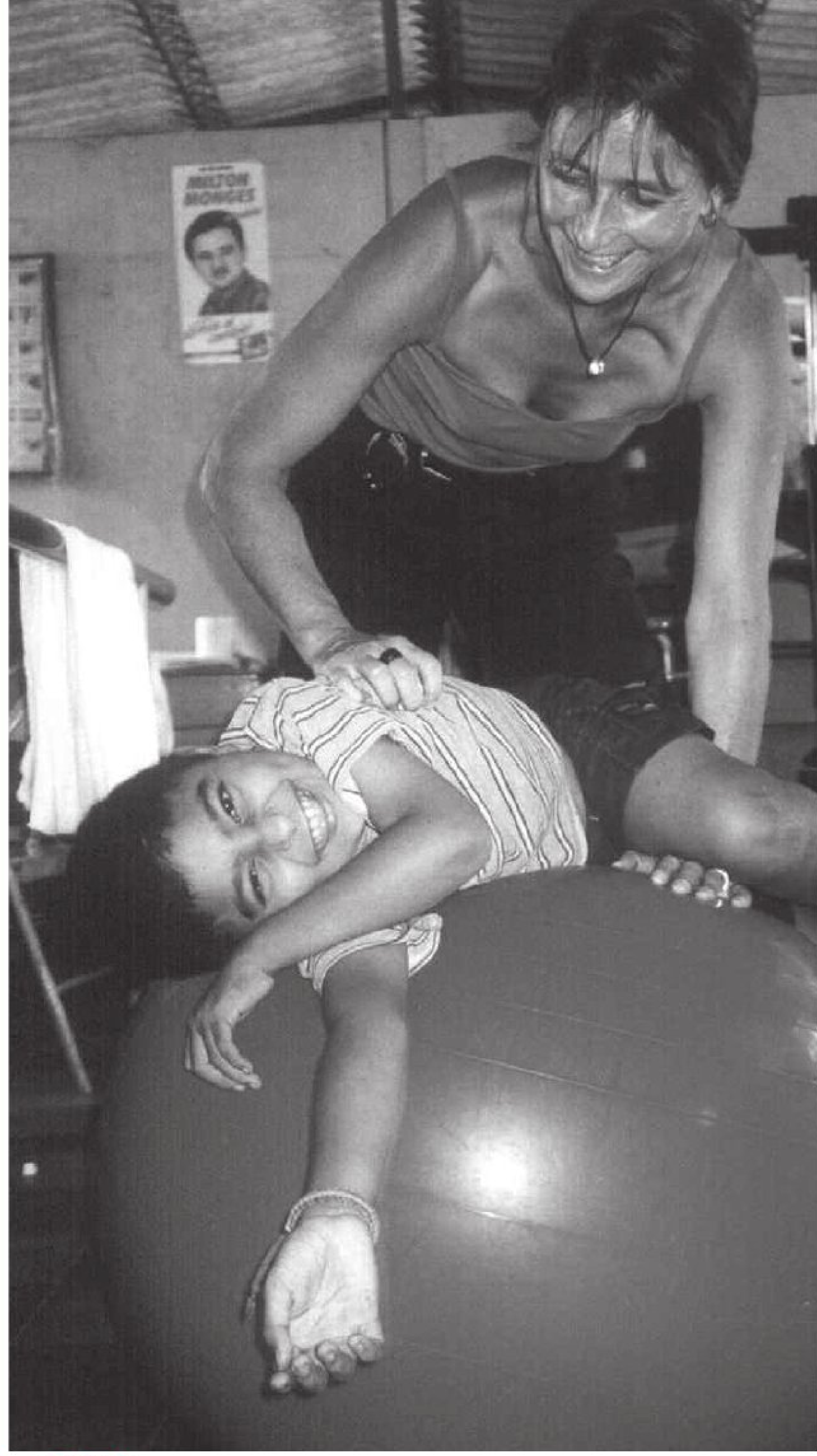
ALGES intervient dans des régions rurales où elle applique la Réhabilitation à Base Communautaire, la RBC, qui est comprise comme: «l'addition de processus qui, à travers la participation active et engagée de la Personne handicapée et sa famille, la communauté organisée et l'investissement continu de l'Etat, aboutit à la réhabilitation fonctionnelle et l'intégration sociale, économique et culturelle de la personne handicapée.»

Concrètement, ALGES travaille dans quatre directions:

- la réhabilitation: dans un projet de RBC il est important de garantir le traitement proprement dit de la personne handicapée, de la meilleure qualité qui soit.
- le développement de l'auto-organisation des personnes handicapées: la RBC est impossible sans la participation de la personne handicapée en tant qu'acteur. Une participation au niveau individuel mais également de manière organisée. ALGES aide donc les personnes handicapées et leurs familles à s'organiser en association, ceci constituant le premier pas en direction de la réhabilitation et l'intégration.
- la pression politique: ALGES défend le droit de la personne handicapée sur la base des conventions signées par le pays et des lois établies. Elle appuie les associations de personnes handicapées et leurs famille dans la revendication de leurs droits.
- l'intégration: ceci implique un travail au niveau des différents acteurs et secteurs de la communauté (autorités locales, écoles, voisins, etc.) pour générer un changement d'attitude général face à la personne handicapée.

Les résultats observés par ALGES sont positifs mais modestes. Carole terminait son exposé en déclarant que si la volonté politique des pays pauvres est nécessaire pour améliorer la vie des personnes handicapées, elle ne suffit pas: la volonté politique des pays «développés» à vouloir combattre effectivement la pauvreté dans le monde est indispensable.

Carole Buccella



www.medicusmundi.ch/mms-fr/services/events/Symposium2009/

... suite

La mortalité liée aux maladies chroniques a dépassé celle des maladies infectieuses dans toutes les régions du monde, sauf en Afrique australe. Dès lors, les maladies chroniques ne peuvent plus être considérées comme le problème exclusif des pays riches. ... Le grand public, et même les milieux de la coopération au développement, méconnaissent le fait que ces maladies touchent également – et de plus en plus – les pays en développement et les pays émergents.

La première cause de mortalité
Les affections chroniques représentent un gros défi pour ces pays. ... En Asie, en Amérique latine, dans les pays européens en transition et en Afrique urbaine, les maladies chroniques représentent aujourd'hui la première cause de mortalité. Et elles touchent de plus en plus des personnes jeunes - y compris des enfants souffrant de diverses affections chroniques dues à la malnutrition et au manque d'activité physique.

Gros défis
Les pays concernés et, plus largement, la politique internationale de la santé et les organisations non gouvernementales actives dans la coopération sanitaire sont confrontés à de gros défis. La situation est suffisamment préoccupante pour que MMS y consacre son 8e «Symposium de la coopération suisse en matière de santé». Lors de cette journée, des représentant-e-s d'ONG d'aide au développement, d'administrations publiques, des milieux de la recherche ainsi que d'organisations internationales débattront de cette problématique, échangeront leurs expériences et tenteront d'ébaucher des solutions.

Extrait du site internet, www.medicusmundi.ch



Migrant-e-s

Cours de Santé-Français à la Bourse à Travail


Photo: BAT

Ce cours Français-Santé avait déjà été introduit dans l'éventail des formations offertes par la BAT, mais se réalisait dans des conditions précaires faute de moyen économique (local trop petit, manque de matériel, etc..). C'est en constatant que des personnes migrantes ayant suivi le cours d'auxiliaire de santé de la Croix Rouge, ne réussissaient pas toujours les examens que nous avons décidé de créer ce cours. L'ODM a financé notre projet.

Le groupe cible est formé de personnes migrantes (80% de femmes) ayant des difficultés en français.

L'objectif de ce cours est de permettre aux participant-e-s d'améliorer leurs connaissances du français oral et écrit et d'acquérir des connaissances de base dans le domaine de la santé dans un but de formation personnelle (pour leur propre santé et celle de leur famille) et/ou de préparation à la formation d'auxiliaire de santé de la Croix Rouge. Ce cours offre aussi une information professionnelle sur les soins en Suisse, la formatrice ayant été infirmière enseignante.

Le cours a commencé le 27 août: 23 personnes se sont présentées et ont participé au test. 4 personnes n'ont pas été admises car leur français n'était pas assez bon. Il leur a été conseillé de prendre des cours de français et de se représenter l'année suivante.
19 personnes vont donc suivre le cours, 16 femmes et 3 hommes. Les nationalités sont diverses: Erythrée, Equateur, Pérou, Sri Lanka....
Et les niveaux de français différents.

Durant les 3 premières semaines 3 personnes ont abandonné le cours pour diverses raisons: autres attentes, maladie, suit le cours de l'EVAM.

Le cours comprend 15 leçons de 2h30 par semaine. Les participant-e-s qui ne comprennent pas bien un sujet ou qui ont de la peine à faire les exercices (travail à la maison) sont invité-e-s à venir ½ h avant le cours.

Les cours sont basés sur:
1. La lecture et la prononciation. Les textes sont basés sur le thème de la santé ou situations de vie de personnes âgées, malades ou handicapées.
2. La grammaire.
3. Le vocabulaire lié à la santé. Les mots non compris ou difficiles sont expliqués et les personnes sont aussi invitées à consulter le dictionnaire.

Les cours sont agrémentés d'exercices ou de jeux didactiques: Exemple du sujet «les sens»:
- Connaissance de braille (billets de banque et autres)
- Promenade aveugle: une personne avec un bandeau est aidée d'une personne muette
- Verser de l'eau dans un verre avec les yeux bandés.

A la fin du cours, tous les participants recevront une attestation et une partie d'entre eux affronteront l'examen de la Croix-rouge avec plus d'aisance grâce aux connaissances acquise.

Pascale Kohli

SOS: BAT recherche un cuisinier bénévole pour assurer son offre de cours de cuisine à Lausanne, soit 10 x 3 heures de cours sur une année. Vous êtes intéressé? Contactez Véra Cicéron au 079 290 29 26.

Formation et conseil

Aldemar Jutinico a rejoint l'équipe de Cenderos fin 2007 pour former et conseiller l'équipe en matière de gestion de projets psycho-sociaux* durant 2 ans. Aldemar est impliqué à plusieurs niveaux, certains prévus à l'avance par l'organisation partenaire et justifiant la mission, d'autres venant se greffer petit à petit, en fonction des opportunités et des événements locaux.

Aldemar travaille directement avec la population migrante nicaraguayenne, pour l'aider à dépasser le traumatisme de l'exil et s'insérer dans son nouveau contexte: il donne des consultations psychosociales et apporte un appui à des groupes de migrants. Il a œuvré pour que la problématique de la masculinité soit abordée plus systématiquement dans les activités de Cenderos, partant du point de vue que l'on ne peut pas s'occuper des femmes sans s'occuper des hommes, surtout lorsqu'il s'agit d'affronter les problèmes de la violence exacerbés par les difficultés d'intégration.

Particulièrement sensible au thème de la migration (forcée ou choisie) et aux problématiques qui y sont liées, Aldemar s'est également efforcé de convaincre Cenderos d'élargir son appui à d'autres populations migrantes vivant au Costa-Rica.

Conscient de l'importance pour Cenderos, de pouvoir présenter de façon convaincante des projets à des bailleurs potentiels, Aldemar a donné un atelier sur la recherche de fonds institutionnels, «La estrategia de busqueda de fondos en Cenderos» au personnel de l'organisation. Il a, par ailleurs, élaboré un projet “Prevención de la violencia masculina contra las mujeres migrantes nicaragüenses” aujourd'hui financé par le DFAE via l'ambassade de Suisse à San José.

Toujours dans le domaine du renforcement institutionnel de l'organisation, Aldemar a contribué à la mise sur pied d'un “Forum psicosocial para las migraciones”, un centre de recherche, de formation et de diffusion dans le domaine psychologie, migrations et multiculturalisme. Les formations s'adressent aux institutions et professionnels travaillant dans les domaines de l'éducation, la santé, la psychologie et l'intervention sociale liés à la migration.

Dans le cadre de ce Forum, Aldemar a publié deux études autour de la problématique des femmes nicaraguayennes, fruits de son travail à Cenderos, de son observation et de son analyse: “Maltrato psicológico conyugal, El caso de las mujeres nicaragüenses en Costa Rica” et “Empoderamiento psicosocial de mujeres migrantes nicaragüenses en Costa Rica”.

Béatrice Faidutti Lueber sur la base de textes d'Aldemar Jutinico

CENDEROS
El Centro de Derechos Sociales de la Persona Migrante
Cette fondation a été créée en 2002 au Costa Rica par des femmes émigrées du Nicaragua pour apporter un appui aux migrantes nicaraguayennes qui souffrent d'une double discrimination: celle d'être femmes et celle d'être migrantes. Pauvres, elles ont quitté leur pays pour tenter de mener une vie meilleure ailleurs dans un autre pays où elles trouvent des emplois précaires, mal payés et sont isolées ou même ignorées. Cenderos entend contribuer à l'amélioration de leur qualité de vie par différents biais: par un appui psycho-social au niveau individuel et/ou collectif; en soutenant le développement socio-économique; en contribuant à l'intégration communautaire et citoyenne des migrants au Costa Rica, en défendant les droits des personnes migrantes et en influençant les politiques publiques de migration au Costa Rica et au Nicaragua. On recense 450000 migrants au Costa Rica, soit 10% de la population, dont une écrasante majorité de Nicaraguayens.



*(http://www.gvom.ch/presence/costa_rica/aldemar/Maltrato%20psicol%C3%B3gico%20conyugal.pdf)
(http://www.gvom.ch/presence/costa_rica/aldemar/Empoderamiento%20psicosocial%20de%20mujeres%20migrantes.pdf)

Tous nos voeux pour 2010



Photo: Magasins du Monde

Audience

Un succès des défenseurs des droits humains

ASEPROLA, partenaire de GVOM en Amérique centrale, coordonne depuis 5 ans la campagne régionale contre la flexibilité du travail, constituée en un réseau de plus de 70 organisations de la région centraméricaine.

Après deux tentatives infructueuses, la campagne a récemment obtenu une audience devant la Commission Interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) pour dénoncer la violation des droits du travail en Amérique centrale du fait de la flexibilisation croissante du travail, les obstacles rencontrés par les travailleurs, hommes et femmes qui tentent de faire valoir leurs droits, et enfin, l'absence de mesures effectives prises par les États d'Amérique centrale pour lutter contre cette tendance.

L'audience a eu lieu le 6 novembre dans le Hall Ruben Dario de la CIDH, à Washington DC, Etats-Unis. Des représentants des 6 pays d'Amérique centrale, qui, durant l'année, ont eu la tâche de systématiser les diverses façons dont la flexibilité du travail a affecté les droits du travail des travailleuses et des travailleurs dans la région, étaient présents.

Pour plus d'information:
http://www.laboralred.net/
http://www.aseprola.org

Vous allez voir qu'un jour, on va nous déclarer la paix et que nous ne serons pas prêts.

Citations de Paul, dit Tristan Bernard



EIRENE
Construire la paix ensemble

Edith Kolo et Jérôme Strobel
Bd Pont d'Arve 16
1205 Genève
Tél: 022 321 85 56
www.eirenesuisse.ch
Cotisation annuelle
EIRENE Suisse: Frs 50.-
CCP: EIRENE Suisse
La Chaux-de-Fonds 23-5046-2

GVOM

Béatrice Faidutti Lueber
25, ch. du Daru
1228 Plan-les-Ouates
Tél: 022 771 15 24
www.gvom.ch
CCP: GVOM
Lausanne 10-20968-7

Cotisation annuelle: Frs 20.-

BAT

Bourse A Travail
Rue Curtat 6
1005 Lausanne
Tél: 021 323 77 15

Fax: 021 311 29 11
E-mail: bat.pv@freesurf.ch

CCP 10-23440-0

Journal adressé aux membres GVOM et EIRENE ainsi que sur abonnement
Abonnement: 4 parutions par an: Frs 16.- Abonnement de soutien au journal: Frs 25.-
Rédaction: B. Faidutti Lueber, A. Schwaar
Ont participé à ce numéro: **Textes**: Y. M. Fleurissaint, A. Jutinico, E. Kolo, P. Kohli, R. Fournier, F. Pfister, C. Buccella, B. Faidutti Lueber
Photos: A. Schwaar, BAT, R. Fournier, E. Kolo, D. Caselli, Magasins du Monde
Imprimerie: Rapidoffset, Le Locle
Maquette: Atelier Diaphane, La Chaux-de-Fonds, annemonard@hispeed.ch